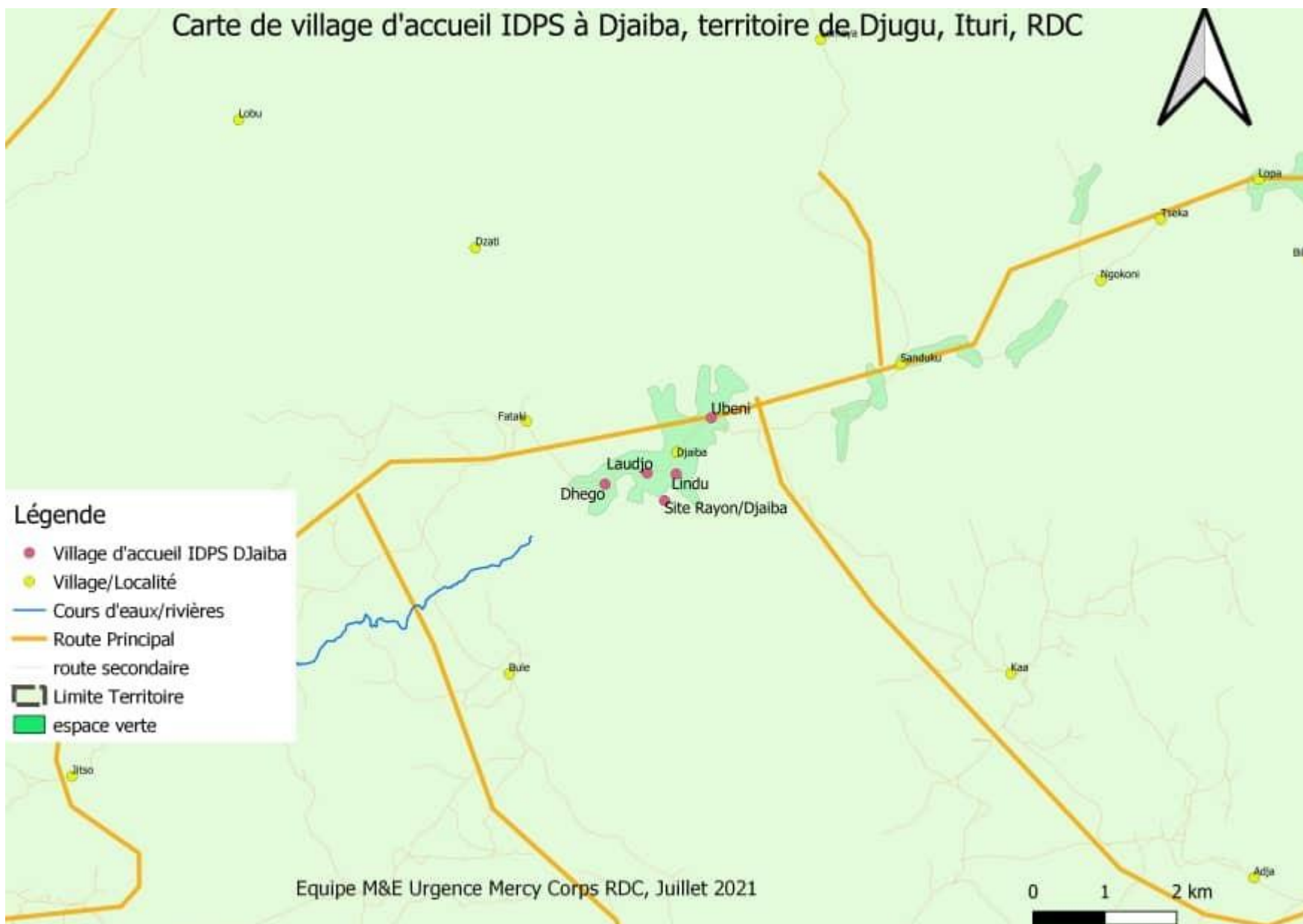


RAPPORT NARRATIF MISSION ERM A DJAIBA

Province/Territoire	Ituri, Djugu.
Zone de santé	Fataki
Programme concerné	SAFER
Types d'intervention	Evaluation rapide multisectorielle.
Période de la mission	Du 28 juin au 02 juillet 2021



GROUPEMENT DE DJAIBA

Evaluation rapide multisectorielle

CONTEXTE

La situation sécuritaire demeure précaire dans le groupement de Djaiba en chefferie de Bahema Badjere depuis les affrontements du 12 au 15 juin 2021 opposant les FARDC à la milice CODECO. Ce conflit armé a contraint près de 5 168 ménages à se déplacer. L'atmosphère dans cette région reste volatile et les rumeurs d'un probable attaque accentuent la psychose au sein de la communauté. En dépit de la présence des FARDC le long de la route RN 27 et au centre de Djaiba, les habitants des localités Obeni et Lodja préfèrent passer nuit aux alentours de la base Monusco dans un camps érigé (3 721 ménages comptés) où ils s'estiment en sécurité alors que d'autres ont fui dans des localités voisines (dont Lodja, Obeni, Lindu, Laudjo et Degho) et vivent en familles d'accueil (1 447 ménages signalés).

Depuis le début de la crise, aucun mouvement retour n'a été observé suite à l'insécurité dans les villages de provenance ((Djobalo, Bubu, Patchu, Bora Iba, Dhena Tsotso, Nzaka Wakoko, Golu Kamina, Golu Salama, Golu Sinai, Leva Sinai, Sanduku Gorgo, Tshokpa, Calvaire, Adi et Wibali). Les ménages qui vivent en famille d'accueil ont l'appui des autochtones qui les hébergent alors que ceux du site sont voués à leurs propres sorts et obligés de faire des va-et-vient pour chercher de quoi manger sous la protection des FARDC qui les escortent.

Depuis le début de la crise, aucune assistance n'a été apportée aux déplacés qui du reste vivent dans des conditions difficiles avec des besoins criants dans tous les secteurs.

SECURITE

La zone de santé de Fataki a connu une situation successive de combat entre les éléments de la FARDC contre les miliciens de CODECO à partir du 14 avril 2021 où les populations des localités environnantes de Fataki centre ont abandonné leurs villages et se sont orientées vers les milieux qui semblent être sécurisés.

Le 12 juin 2021, un repli stratégique a permis aux FARDC de repousser les éléments de la milice CODECO dans le but de les déloger. En ces jours, la zone est contrôlée par les FARDC depuis la citée Nioka jusqu'à Fataki centre. La présence de la Monusco apporte une certaine assurance dans la zone (la majorité de déplacés est d'ailleurs concentrée autour du camps Monusco). Au cours de ce mois dernier, on n'a pas enregistré des incidents majeurs dans la région. Néanmoins, le cas de vol simple des produits alimentaires au niveau de champs par des inconnus sont signalés dans la zone et une certaine psychose continue de régner.

ACCES

Le groupement de Djaiba est située dans la province de l'Ituri, en territoire de Djugu, zone de santé de Fataki à 85 km de la ville de Bunia sur la route nationale N° 27.

L'état des routes entre les zones évaluées est plus ou moins praticables et les villages sont accessibles à véhicule, moto ou à pieds.

L'accès aux zones évaluées est résumé dans le tableau ci-bas :

METHODOLOGIE

Pour collecter les données, des approches suivantes ont été utilisées :

- Réunions avec les autorités locales,
- Entretiens avec les personnes clés telles que le chef de la chefferie de Bahema Bajere, les chefs de groupement de Djaiba dont le chef de localité, les comités directeurs des sites, les relais communautaires, les présidents des jeunes, différents chefs de localité, les représentants de déplacés et représentant des populations autochtones, la société civile, ...
- Focus groups séparés par sexe, par familles déplacées et familles d'accueil dans les cinq localités hébergeant les déplacés et dans le site Rayon,
- Prise des coordonnées GPS des villages d'accueil, du site Rayon et des points d'eau,
- Enquête au près des membres de la communauté au travers un questionnaire incorporé dans CommCare,
- Collecte des données à travers un questionnaire d'enquête imprimé,
- Observations directes,
- Visite dans le site de déplacés et de familles d'accueil.



INFORMATIONS DEMOGRAPHIQUE

Selon les informations collectées lors de l'évaluation, le groupement de Djaiba a accueilli 5 168 ménages déplacés dont 3 721 logeant dans le site. La répartition est reprise dans le tableau ci-bas :

N°	Villages et/ou sites	Distance à parcourir	Point de départ
0	Djaiba	85 km	Bunia
1	Hôtel Bon berger de Ngote à Centre de Djaiba	53 km	Djaiba
2	Centre de Djaiba au Site Rayon	0.5 km	Site Rayon
3	Centre de Djaiba à Laudjo	6 km	Laudjo
4	Centre de Djaiba à Lindu	5 km	Lindu
5	Centre Djaiba à Lodja	1 km	Lodja
6	Centre Djaiba à Obeni	1 km	Obeni
7	Centre Djaiba à Dhego	3 km	Dhego

Hôtel :

Le groupement de Djaiba n'a pas d'hôtels où une équipe peut loger, les hôtels les plus proches des zones sont situés à 53 km de Djaiba, il s'agit : l'hôtel Bon Berger, Titanic et Californie de Ngote. Sous la validation sécuritaire, les équipes de l'intervention peuvent y loger.

Le prix évolue entre 7 et 25 dollars américains avec la capacité de loger entre 15 et 25 chambres.

Village/s ite	Ménages autochto nes	Ménag es déplac és	Pression démographi que en %
Lodja	375	416	111%
Ōbeni	127	100	79%
Lindu	320	253	79%
Laudjo	266	532	200%
Dhego	82	146	178%
Site rayon	0	3721	
Total	1170	5168	442%
Total général	6 338		

Moyen de substance :

Pour leur survie dans la communauté hôte, les déplacés se livrent en grande partie au travaux journaliers consistant à cultiver un espace de 3/20 m ou de 4 m/30 m pour 1500 FC soit 0,75 \$. Pour ce faire, ils parcourent une distance de 1 km à 5 km chaque fois qu'ils ont l'occasion de travailler.

Les personnes de troisième âge et celles vivant avec handicap n'étant pas en état de travailler vivent de la générosité de la communauté hôte. Dans ces conditions, la survie des ménages déplacés devient difficile et la charge retombe sur les familles d'accueil qui du reste vivent en grande partie de l'agriculture.

Pour les ménages autochtones n'ayant pas de terre, ils y accèdent par métayage et d'autres par location saisonnière. Ainsi, une portion de terre de 30 x 100 m vaut 45000 FC par saison culturale. Par ailleurs, certaines cultures pratiquées dans la zone notamment le manioc, banane plantain, chou, tomate et l'aubergine sont attaquées par des maladies et ces derniers ne disposent pas des produits phytosanitaires. Les agronomes présents ne sont pas en mesure de s'occuper des problèmes des champs de paysans faute des moyens. Certains déplacés ont vendu une partie de leurs biens dont ils ont su porter à bas prix pour pouvoir nourrir leurs familles. D'autres déplacés survivent par des emprunts de la communauté, lesquels ils n'arrivent pas à rembourser, ce qui empire leur

situation en les privant de la charité de la communauté. Ce type de revenu ne permet pas aux ménages déplacés de répondre à leurs besoins de base : mauvaise alimentation, pas d'accès aux soins de santé, etc, ...



Les ménages déplacés présentent de besoins importants dans le secteur des AME/Abris. En se déplaçant, beaucoup de ménages ont laissé derrière eux leurs biens, ceux qui ont pu se déplacer avec quelques articles, les ont vendus pour subvenir aux besoins de base de leurs familles.

Certains déplacés accueillis dans les familles d'accueil ont reçu quelques biens de la part de leurs hôtes contrairement à ceux qui vivent dans le site abandonné à leur sort.

La pression démographique a influencé la promiscuité dans les ménages autochtones et dans le site, les familles vivent en huttes de fortune qui ne résistent pas aux intempéries (lors de fortes pluies, les ménages se vident pour chercher où s'abriter).



L'agriculture fait partie des sources importantes de revenu en territoire de Djugu, les déplacés étant loin de leurs champs, s'adonnent aux travaux journaliers dans les champs des autochtones pour survivre.

Ces travaux journaliers ne leur permettent pas d'avoir un revenu suffisant pour répondre correctement aux besoins alimentaires :

- Le nombre des repas journaliers est considérablement réduit depuis la crise (difficilement une fois par jour),
- Le régime alimentaire est caractérisé par monotonie (banane plantain, chou, manioc, pondus selon la saison)
- La quantité de repas a été réduite (parfois les adultes se privent au profit des enfants).

L'accès aux champs est difficile pour certains pour deux

principales raisons : d'un côté, ils sont soit situés dans des zones non sécurisées, de l'autre côté, il n'y a pas assez des moyens soit pour louer des terres, soit pour accéder aux semences et outils aratoires. Depuis un certain temps, la population a constaté que les cultures locales étaient ravagées par les maladies, ce qui baisse la rentabilité et accentue la vulnérabilité au sein de la communauté évaluée.

Marché :

Avant la crise, la population du groupement de Djaiba s'approvisionnait en vivres et autres biens de première nécessité au marché de Fataki. De nos jours, ce marché n'est plus opérationnel. Le marché de Bule situé à plus de 12 km de Djaiba reste le seul fréquenté par les membres de la communauté.

Capacité du marché local pour la fourniture des matériels de la quincaillerie.

Pour ce qui concerne la quincaillerie, les cinq localités où la ERM a été conduite ne disposent d'aucune maison de vente des matériels de quincaillerie tels que le ciment, clous, tuyaux etc. En besoin d'approvisionnement en ces matériels, les commerçants de Ngote disposent d'une forte capacité en provenance de l'Ouganda.

Capacité du marché local pour la fourniture des bois.

Il en est de même pour la fourniture des bois. L'approvisionnement de ces matériels se ferait à partir de Ngote en cas de besoin.

Problématiques des documents administratifs des fournisseurs et paiements

Pour les personnels de la FEC de Ngote : les documents détenus sont notamment : carte des membres de la FEC, la patente, la carte bancaire, le numéro d'ordre national. Ces fournisseurs sont

habitués aux foires vivres ou/et non vivres et se disent avoir des documents à jour.

Présence d'un entrepôt pour le stockage des matériels

Il existe des entrepôts à Ngote qui peuvent garder les différents matériels ; en cas de besoin, une cotation permettra de vérifier la capacité de stockage.

WASH

Les points d'eau sont insuffisants dans la zone, aucune source d'eau dans le site (3 721 ménages), les déplacés sont obligés de collecter de l'eau à l'unique source qui existe dans la communauté, située à une heure de marche. Conséquence : des longues files d'attente, des disputes entre autochtones et déplacés, ... Par ailleurs, il est observé une insuffisance de latrines et des douches familiales, situation accentuée par la présence des déplacés : dans le site, on observe la défécation à l'air libre ; les installations sanitaires existantes sont des latrines de fortune. L'absence des douches conduit la population à se baigner dans des ruisseaux en brousse.

Un besoin important en renforcement de capacité sur les bonnes pratiques Wash et du kit d'hygiène se fait sentir.

PROTECTION

Plusieurs barrières illégales ont été érigées dans la zone créant un sentiment d'inconfort au sein de la communauté. Aucune structure pour rapporter les incidents protection n'existe. Des besoins en renforcement de sécurité et implication des acteurs humanitaires de protection pour les monitorings de protection dans la zone et de renforcement d'informations sur le respect de lutte contre les SGBV se font sentir. Par ailleurs, les cas de mariage précoce, des intimidations, de non accès aux infrastructures de base, des viols, des extorsions et des violations des droits de l'enfant ont été rapportés.



EDUCATION

Avec la guerre à Fataki, toutes les activités scolaires ont été suspendues, les enfants ne vont plus à l'école et leurs matériels scolaire ont été pillés. Pour faciliter l'accès à l'éducation, une distribution des fournitures scolaires et la prise en charge des frais scolaires s'avèrent importantes. Cependant, pour le moment les institutions scolaires restent fermées vu la volatilité de la situation sécuritaire.



SANTÉ

Il n'existe aucune prise en charge pour les déplacés. Les données épidémiologiques n'ont pas été récoltées du fait de l'absence de structures sanitaires opérationnelle dans la zone durant la période d'évaluation.

Cependant, lors de l'évaluation, la communauté a déclaré que les maladies suivantes : tuberculose, diarrhée, malaria, la fièvre typhoïde, la rougeole, la malnutrition sont courantes.

Infrastructure médicale :

Il n'existe aucun centre de santé dans la zone, un poste de santé privé dispense des soins payants excluant les personnes vulnérables d'une certaine manière. Toutefois, il n'a pas la capacité ni d'approvisionnement en médicament ni d'hospitalisation en cas d'une forte demande.

CONTACTS IMPORTANTS DANS LA ZONE

1. Robert Balonga, secrétaire admin du chef de Groupement : 0827776193
2. Gajabubu Jean Chrisostome, vice-président des jeunes du groupement : 0816689124
3. Dieudonné Kpadyu, président du site des déplacés du site Rayon / Djaiba : 0821763631
4. Henry, chef de localité Degho : 0826889556
5. Chura Dhena, chef de localité de Lindu : 0819409293
6. Mbangutechu, président relais communautaire : 0820980272
7. Kombo Nguzuma Valery, secrétaire de la localité de Laudjo : 0827205212
8. Mathe, chef de groupement Djaiba : 0817861000
9. Nganja, président de jeunesse de la localité d'Obeni, 0826337198
10. Anyoritho, chef adjoint de la localité de Lodja : 0817837383
11. Ukumu Njuni Murefu, président de la FEC Ngote : 0814867202
12. Umirambe Kilo Dieudonné, secrétaire de FEC Ngote : 0825598935
13. Claude Mademba, gérant de l'hôtel Bon berger : 0828185978
14. Waku, gérant de l'hôtel Californi : 0819266096
15. Josué : gérante l'hôtel Titanic : d0825395691